



## Magouilles à la CILE ? Perquisitions...

Roland Planchar

Mis en ligne le 20/06/2008



**Surfacturations ? Attributions irrégulières de marchés publics ? L'intercommunale liégeoise tombe dans la tourmente judiciaire... et politique.**

Les enquêteurs de la police fédérale de Liège ont débarqué jeudi à la Compagnie intercommunale liégeoise des eaux (CILE) avec un mandat de perquisition en poche. La section financière du parquet de Liège avait reçu des informations voilà deux mois, l'instruction proprement dite ayant été ouverte la semaine dernière. Des fraudes se déroulaient au sein de la doyenne des intercommunales de la province de Liège, créée en 1913 (370 employés et plus de 64 millions de chiffre d'affaires en 2006), selon la dénonciation, précise. Bref, des documents et du matériel informatique ont été saisis mais on ignorait, jeudi, si des inculpations devaient être déjà délivrées - sans doute non.

Le parquet nous a expliqué que la suspicion vise d'éventuelles infractions de faux et usage, d'escroquerie et d'abus de biens sociaux. En cause : l'attribution irrégulière de marchés (publics) à des entreprises extérieures et de possibles surfacturations.

Qui est visé ? C'est ignoré, à ce stade, et Roger Husson, le directeur général f.f. (la CILE étant par ailleurs présidée par Jean-Géry Godeaux, échevin PS des Travaux de la Cité ardente) a de son côté indiqué à son porte-parole de ne rien nous communiquer, jeudi. Il est vrai que, au moment de notre appel, les perquisitions étaient en cours et que des dirigeants étaient entendus.

Toujours est-il que l'attribution de marchés pour le remplacement de compteurs et de tuyauteries serait (au moins) en cause.

Mais cette enquête pourrait connaître d'autres développements. "La Libre" a en effet appris que Cilex, une société anonyme constituée en 2004 par du capital et des fonds de pension de la CILE, a également été perquisitionnée. Selon le parquet, seulement parce que cette dernière est représentée au conseil d'administration de Cilex.

On nous dit par ailleurs qu'une autre société du secteur est aussi dans le collimateur des enquêteurs (mais ici sans confirmation), s'agissant d'une unité ayant reçu l'un ou l'autre des marchés suspects.

Là où les choses se corsent, c'est quand, à l'annonce des perquisitions, une orientation politique a vite été donnée aux problèmes, quels qu'ils soient, en pleine guéguerre PS contre PS et MR contre PS - à moins que ce soit le contraire. "Cilex n'a été créée que pour générer de nouveaux mandats d'administrateurs", nous dit un élu. Quant aux décisions prises dans le passé au sein de l'intercommunale afin de permettre la naissance de Cilex, "elles n'ont pas plu à tout le monde, car il s'agissait surtout de ne plus devoir obéir aux règles des marchés publics". Vrai ou faux ? C'est désormais la question.

### Liens publicitaires

#### **Evadez-vous à Bruxelles**

La monnaie dans tous ses états Entrée gratuite pour tous !

[www.nbb.be](http://www.nbb.be)

Annonces Google

Ces annonces sont générées automatiquement au regard du contenu de la page. Nous ne pourrions être tenus responsables ni garantir la qualité de ces associations.

Contact : [lalibre@saipm.com](mailto:lalibre@saipm.com)